

Séance du Conseil Municipal du Mardi 26 Avril 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le vingt-six avril, à vingt-heures trente, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le Conseil Municipal de la Commune d'Aiguillon, sous la présidence de Monsieur Jean-François SAUVAUD, Maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Eliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Alain REGINATO

Étaient absents : MM. Martine RACHDI, Hélène DE MUNCK, Alexandrine BARBEDETTE, Franck GAY, Brigitte CAMILLERI

Pouvoirs de vote :

Mme RACHDI à M. SEGUY
Mme BARBEDETTE à Mme FAURE
M. GAY à M. REGINATO
Mme CAMILLERI à Mme MORTZ

Monsieur Alain PARAILLOUS a été élu Secrétaire de séance.

Avant de commencer la séance, Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir respecter une minute de silence en l'honneur de Monsieur Pierre ESPIAU, Maire Honoraire de la Ville d'Aiguillon.

SERVICES

Objet : Médiathèque du Confluent - Tarifs 2011/2012

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à fixer les tarifs de la Médiathèque du Confluent à compter de septembre 2011.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de fixer, à compter du 1^{er} septembre 2011, les tarifs de la Médiathèque du Confluent, ainsi qu'il suit :

Objet	détail	tarifs 2011/2012
Abonnements	Enfants de moins de 18 ans	gratuit
	Étudiants	gratuit

	Adultes	11,00 €
	Demandeurs d'emploi (sur justificatif)	gratuit
Connexions à internet	L'heure	1,85 €
	La demi-heure	0,90 €
	L'heure pour les demandeurs d'emploi (sur justificatif)	gratuit
Impression documents	La page	0,20 €

Formalité de publicité effectuée le : 09/05/11

Contrôle légalité le : 10/05/11

ENFANCE :

Objet : Tarifs 2011/2012 - Restauration scolaire - Accueil périscolaire - Centre de Loisirs

Le Maire invite le Conseil Municipal à fixer les différents tarifs des services Enfance pour l'année scolaire 2011/2012.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs du **Centre de Loisirs Sans Hébergement** à compter du 1er septembre 2011 :

1. Résidents Aiguillon

Accueil au Centre ou sorties sur la journée	Tarif tous régimes	Bénéficiaire bons CAF et MSA
Journée avec repas Quotient familial < ou = à 520	7,30 €	4,00 €
Quotient familial > à 520	7,90 €	
½ journée sans repas Quotient familial < ou = à 520	2,90 €	
Quotient familial > à 520	3,10 €	
Journée sans repas Quotient familial < ou = à 520	5,00 €	
Quotient familial > à 520	5,60 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

Séjours (ados)	<i>Tarif tous régimes</i>	<i>Bénéficiaire bons CAF et MSA</i>
2 jours – 1 nuit Quotient familial < ou = à 520	50,00 €	42,00 €
Quotient familial > à 520	60,00 €	

3 jours – 2 nuits Quotient familial < ou = à 520	80,00 €	63,00 €
Quotient familial > à 520	90,00 €	
4 jours – 3 nuits Quotient familial < ou = à 520	120,00 €	94,00 €
Quotient familial > à 520	130,00 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

2. Résidents hors Aiguillon

Accueil au Centre ou sorties sur la journée	Tarif tous régimes	Bénéficiaire bons CAF et MSA
Journée avec repas Quotient familial < ou = à 520	12,50 €	5,80 €
Quotient familial > à 520	12,90 €	
½ journée sans repas Quotient familial < ou = à 520	3,50 €	
Quotient familial > à 520	4,00 €	
Journée sans repas Quotient familial < ou = à 520	9,00 €	
Quotient familial > à 520	10,00 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

Séjours (ados)	Tarif tous régimes	Bénéficiaire bons CAF et MSA
2 jours – 1 nuit Quotient familial < ou = à 520	80,00 €	75,00 €
Quotient familial > à 520	90,00 €	
3 jours – 2 nuits Quotient familial < ou = à 520	110,00 €	93,00 €
Quotient familial > à 520	120,00 €	
4 jours – 3 nuits Quotient familial < ou = à 520	150,00 €	124,00 €
Quotient familial > à 520	160,00 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de l'accueil périscolaire à compter du 1er septembre 2011 :

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE

	<i>Tarifs au 01.09.2011</i>
Forfait par mois et par enfant <u>sans</u> étude surveillée - Quotient familial < ou = à 520	14,40 €
- Quotient familial > à 520	14,90 €
Forfait par mois et par enfant <u>avec</u> étude surveillée - Quotient familial < ou = à 520	17,30 €
- Quotient familial > à 520	17,50 €

DÉCIDE de fixer ainsi qu'il suit les tarifs de la restauration scolaire à compter du 1er septembre 2011 :

RESTAURATION SCOLAIRE	<i>Prix du repas en €</i>
Enfant	2,40 €
Enseignants	4,70 €
CLSH hors Aiguillon	5,50 €

DIT que les tarifs modulés ne seront appliqués qu'après fourniture à la mairie de la copie du dernier avis d'imposition sur le revenu ; en l'absence de ce justificatif, le tarif le plus élevé sera appliqué ;

APPROUVE la synthèse de l'ensemble des tarifs applicables annexée à la présente délibération.

Formalité de publicité effectuée le : 09/05/11

Contrôle légalité le : 10/05/11



**SERVICES ENFANCE
TARIFS ANNÉE SCOLAIRE 2011-2012**

CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT

1. Résidents Aiguillon

Accueil au Centre ou sorties sur la journée

	<i>Tarif tous régimes</i>	<i>Bénéficiaire bons CAF et MSA</i>
Journée avec repas		
Quotient familial < ou = à 520	7,30 €	4,00 €
Quotient familial > à 520	7,90 €	
½ journée sans repas		
Quotient familial < ou = à 520	2,90 €	
Quotient familial > à 520	3,10 €	
Journée sans repas		
Quotient familial < ou = à 520	5,00 €	
Quotient familial > à 520	5,60 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

Séjours (ados)

	<i>Tarif tous régimes</i>	<i>Bénéficiaire bons CAF et MSA</i>
2 jours – 1 nuit		
Quotient familial < ou = à 520	50,00 €	42,00 €
Quotient familial > à 520	60,00 €	
3 jours – 2 nuits		
Quotient familial < ou = à 520	80,00 €	63,00 €
Quotient familial > à 520	90,00 €	
4 jours – 3 nuits		
Quotient familial < ou = à 520	120,00 €	94,00 €
Quotient familial > à 520	130,00 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

2. Résidents hors Aiguillon

Accueil au Centre ou sorties sur la journée

	Tarif tous régimes	Bénéficiaire bons CAF et MSA
Journée avec repas		
Quotient familial < ou = à 520	12,50 €	5,80 €
Quotient familial > à 520	12,90 €	
½ journée sans repas		
Quotient familial < ou = à 520	3,50 €	
Quotient familial > à 520	4,00 €	
Journée sans repas		
Quotient familial < ou = à 520	9,00 €	
Quotient familial > à 520	10,00 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

Séjours (ados)

	Tarif tous régimes	Bénéficiaire bons CAF et MSA
2 jours – 1 nuit		
Quotient familial < ou = à 520	80,00 €	75,00 €
Quotient familial > à 520	90,00 €	
3 jours – 2 nuits		
Quotient familial < ou = à 520	110,00 €	93,00 €
Quotient familial > à 520	120,00 €	
4 jours – 3 nuits		
Quotient familial < ou = à 520	150,00 €	124,00 €
Quotient familial > à 520	160,00 €	
Activités supplémentaires	3, 5, 7, 9, et 15 € (en fonction du coût de revient)	

ACCUEIL PÉRISCOLAIRE

	Tarifs 2011-2012
Forfait par mois et par enfant <u>sans</u> étude surveillée	
- Quotient familial < ou = à 520	14,40 €
- Quotient familial > à 520	14,90 €
Forfait par mois et par enfant <u>avec</u> étude surveillée	
- Quotient familial < ou = à 520	17,30 €
- Quotient familial > à 520	17,50 €

RESTAURATION SCOLAIRE

	Prix du repas en €
Enfant	2,40 €
Enseignants	4,70 €
CLSH hors Aiguillon	5,50 €

Objet : Opération "Écoles et cinéma" 2011/2012 - Prise en charge du coût de la billetterie

Monsieur le Maire appelle le Conseil municipal à donner son accord pour participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2011/2012, afin de prendre en charge financièrement une partie du coût de la billetterie pour les élèves de l'école élémentaire Marcel Pagnol et des écoles maternelles Marie Curie et Jean Jaurès, en partenariat avec l'Inspection Académique et à en définir les modalités. Il propose de reconduire les conditions des années précédentes.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

ACCEPTE de participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2011/2012, en partenariat avec l'Inspection Académique selon les conditions suivantes :

Élémentaire :

Maximum de 75 élèves (3 classes) par année,

A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année)

soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2010/2011 de : **562,50 €** pour l'école

Maternelles :

Maximum de 25 élèves de la classe de Grande Section par année,

A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties, (ou 7,50 € par enfant et par année)

soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2009/2010 de : **187.50 €** par école,

DIT que les crédits seront prévus au BP 2011 de la commune.

Formalité de publicité effectuée le : 09/05/11

Contrôle légalité le : 10/05/11

URBANISME :

Objet : Acquisition amiable à M. et Mme Jean Louis DEOTTI pour élargissement du chemin de Larousse »

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable à M. et Mme Jean Louis DEOTTI une fraction de 64 m² de la parcelle initialement cadastrée ZP 101 d'une contenance de 5000 m² et sise en limite du chemin de Larousse, 47190 AIGUILLON, en vue d'élargir la voie publique ouverte à la circulation.

Il indique que la parcelle cédée par Monsieur et Madame Jean Louis DEOTTI sera par la suite intégrée au domaine public communal.

Il précise que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la situation cadastrale de cette ancienne parcelle ZP 101 est la suivante :

- Parcelle ZP 101p d'une surface de 64 m² (objet de l'acquisition amiable)
- Parcelle ZP 101p d'une surface de 4936 m² (restant propriété de M. DEOTTI)

Il indique que l'acquisition amiable sera effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux - France Domaine dans son avis N°2010/004V0778-2 du 20 décembre 2010.

**Après avoir entendu cet exposé,
Le Conseil Municipal,**

VU l'avis de France Domaine n° 2010-004V0778-2 en date du 20 décembre 2010, fixant la valeur vénale à 7,50€ / m² pour la fraction de parcelle ZP 101, soit 480,00 € pour 64 m², valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10%.

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir la parcelle concernée pour l'agrandissement de la voie publique et la sécurité routière,

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la commune d'Aiguillon d'une fraction de 64 m² de la parcelle initialement cadastrée ZP 101 d'une contenance de 5.000 m² et sise en limite du chemin de Larousse, 47190 AIGUILLON ;

INDIQUE que la parcelle cédée par Monsieur et Madame Jean Louis DEOTTI sera par la suite intégrée au domaine public communal.

PRECISE que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUE, géomètre expert, la situation cadastrale de cette ancienne parcelle ZP 101 est la suivante :

- Parcelle ZP 101p d'une surface de 64 m² (objet de l'acquisition amiable)
- Parcelle ZP 101p d'une surface de 4936 m² (restant propriété de M. DEOTTI)

AJOUTE que la commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés,

DÉCIDE de fixer le prix de vente à 480 € conformément à l'avis de France Domaine visé ;

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités prévues à cet effet ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune ;

INDIQUE que les dépenses et les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Formalité de publicité effectuée le : 10/05/11

Contrôle légalité le : 12/05/11

Objet : Cession amiable d'une parcelle non bâtie située « rue de Chératte » à AIGUILLON

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur la cession amiable du terrain situé « rue de Chératte » partie de la parcelle communale non bâtie cadastrée sous le n° 496 de la section ZR d'une contenance de 1998 m² à Madame Aline DEUS.

Il précise que le prix de vente correspondant résulte de la valeur vénale estimée par France Domaine dans son avis N°2011/004V0047-56 du 21 janvier 2011 portant le prix au m² de 13,34 €, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10 %.

Il précise qu'à la suite des opérations de bornage effectuées par Yves Saint Louboué, géomètre expert à Tonneins la situation cadastrale de cette ancienne parcelle ZR 496 est la suivante :

- Parcelle ZR 496p d'une contenance de 81 m² (parcelle objet de la cession amiable).
- Parcelle ZR 496p d'une contenance de 1917m² (parcelle restant propriété communale)

Il rappelle à l'Assemblée que le Conseil Municipal, lors d'une séance en date du 21 décembre 2009, avait décidé la cession de la parcelle contigüe cadastrée ZR et d'une superficie de 195 m², pour un montant de 2 000,00 €, portant le prix au m² de 10,26€.

Il propose au Conseil Municipal d'appliquer le même tarif à Mme Aline DEUS, soit 10,26€ le m² X 81 m² = 831,06€.

**Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

PREND ACTE que le Service France Domaine a, dans son avis N°2011/004V0047-56 du 14 janvier 2011, fixé le

prix au m² à 13,34 €, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10 %.

INDIQUE que conformément à la réglementation actuellement en vigueur une enquête publique a été engagée et une permanence du commissaire-enquêteur s'est déroulée en date des lundi 30 août et mardi 14 septembre 2010 à la Mairie d'Aiguillon,

PRÉCISE qu'à la suite des opérations de bornage effectuées par Yves Saint Louboué, géomètre expert à Tonneins la situation cadastrale de cette ancienne parcelle ZR 496 est la suivante :

- Parcelle ZR 496p d'une contenance de 81 m² (parcelle objet de la cession amiable).
- Parcelle ZR 496p d'une contenance de 1917m² (parcelle restant propriété communale)

DÉCIDE de fixer le prix de vente issu d'une négociation avec l'acquéreur à 831,06€,

DIT que les frais de géomètre et d'acte notarié seront supportés par l'acquéreur,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune

INDIQUE que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Formalité de publicité effectuée le : 10/05/11

Contrôle légalité le : 12/05/11

—

Objet : Acquisition amiable à l'indivision BILLAC pour élargissement de la voie communale n°34

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable à l'indivision BILLAC (M. et Mme Claude BILLAC, Mme Elisabeth BILLAC et M. Dominique BILLAC) une fraction de 82 m² de la parcelle initialement cadastrée ZP 33 d'une contenance de 7 700 m² et sise en limite de la VC34, 47190 AIGUILLON, en vue d'élargir la voie publique ouverte à la circulation.

Il indique que la parcelle cédée par l'indivision BILLAC sera par la suite intégrée au domaine public communal.

Il précise que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- Création de deux parcelles issues de la parcelle ZP 33 (7 700 m²), nouvellement cadastrées ZP 491 et ZP 490, de contenance respective de 82 m² et 7.618 m².

Il indique que l'acquisition amiable sera effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux - France Domaine dans son avis N°2011/004V0047-56 du 14 janvier 2011.

Après avoir entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal,

VU l'avis de France Domaine n° 2011/004VO0047-56 en date du 14 janvier 2011, fixant la valeur vénale à 13,69€ / m² pour la fraction de parcelle ZP 33, soit 1 122,58 € pour 82 m², valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10%,

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir la parcelle concernée pour l'agrandissement de la voie publique et la sécurité routière,

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la commune d'Aiguillon d'une fraction de 82 m² de la parcelle initialement cadastrée ZP 33 d'une contenance de 7700 m², nouvellement cadastrée ZP 491 sise en limite de la VC34, 47190 AIGUILLON

PRÉCISE qu'à la suite des opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- Création de deux parcelles issues de la parcelle ZP 33 (7 700 m²), nouvellement cadastrées ZP 491 et

ZP 490, de contenance respective de 82 m² et 7.618 m²

AJOUTE que la Commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés

DÉCIDE de fixer le prix de vente à 1 122,58 € conformément à l'avis de France Domaine visé,

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la parcelle nouvellement cadastrée ZP491,

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune.

INDIQUE que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Formalité de publicité effectuée le : 10/05/11

Contrôle légalité le : 12/05/11

Objet : Régularisation de l'emprise du chemin rural du Chey

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable à Mme Nicole BOUISSERE et M. Élie GOMBERT une fraction de la parcelle ZS N° 137 d'une contenance de 47 m² afin de régulariser l'emprise du chemin rural situé au lieu dit « Le Chey » présentant une anomalie par rapport à l'état des lieux sur le terrain et les documents graphiques du cadastre. De plus, cette régularisation permettra aux nouveaux acquéreurs : M. Nicolas DUPRE et Mlle Justine AZNAR-TABUENCA d'accéder à leur parcelle cadastrée ZS N° 324 acquise récemment pour construire une habitation.

Suite aux opérations de division et de bornage effectuées par M. Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- création des parcelles cadastrées ZS n° 322 (88 m²) et ZS N° 324 (1245 m²), attribuées à M. Nicolas DUPRE et Mlle Justine AZNAR-TABUENCA .
- création de la parcelle cadastrée ZS, n° 325 (749 m²) restant propriété de M. Élie GOMBERT et Mme Nicole BOUISSERE.
- Création de la parcelle cadastrée ZS N° 321 (47 m²) à acquérir par la Commune d'Aiguillon pour incorporation dans l'emprise du chemin rural du Chey,
- Création de la parcelle n° ZS N° 323 (2948 m²) restant propriété de M. Élie GOMBERT et Mme Nicole BOUISSERE.

Cette régularisation donnera lieu à l'acquisition de la parcelle ZS n° 321 d'une superficie de 47 m² au bénéfice de la Commune d'Aiguillon, sachant qu'elle est déjà utilisée comme voie publique, goudronnée et entretenue par la Commune.

Il indique que la cession amiable sera effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux (France Domaine), dans l'avis n°2011-004V0155 du 28 février 2011. La valeur vénale étant fixée à 50,00 €, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10 %.

**Après avoir entendu cet exposé,
Le Conseil Municipal,**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

*VU l'avis du service France Domaine n° 2011-004V0155 du 28 février 2011, fixant la valeur vénale à 50 € de la parcelle ZS 321 d'une superficie de 47 m²,
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir cette parcelle par la Commune pour régulariser l'emprise de la voie publique,*

APPROUVE le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la Commune d'Aiguillon de la parcelle nouvellement cadastrée ZS n° 321 d'une superficie de 47 m² en vue de son intégration dans l'emprise du chemin rural du Chey, tel qu'il apparaît sur les opérations de division et de bornage effectuées par M. Jean Yves SAINT LOUBOUÉ, géomètre expert,

DÉCIDE de fixer le prix de vente à 50 € conformément à l'avis de France Domaine susvisé,

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la parcelle nouvellement cadastrée ZS 321.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

INDIQUE que les frais de bornage et d'acte notarié sont à la charge du vendeur.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

INDIQUE que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Formalité de publicité effectuée le : 10/05/11

Contrôle légalité le : 12/05/11

BIENS COMMUNAUX :

Objet : Audit et suivi énergétique bâtiments communaux et éclairage public - SDEE47

Monsieur le Maire expose au conseil le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon a fait acte de candidature en janvier 2011 pour le programme d'audit et de suivi énergétique des bâtiments communaux et de l'éclairage public, mené par le Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47).

Cette candidature ayant été retenue par le Syndicat, le Conseil municipal est appelé à approuver la convention à intervenir et le mandat de représentation Di@lège d'EDF et Compte en ligne de GDF Suez.

Cette convention est prévue pour une durée de cinq ans, pour une cotisation annuelle de 0,3 € / habitant soit 1.306,80 € / an pour 2011.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE le modèle de convention pour la réalisation d'un programme d'audit et de suivi énergétique des bâtiments communaux et de l'éclairage public, mené par le Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne (SDEE47), tel que joint en annexe,

APPROUVE le modèle de mandat de représentation Di@lège EDF, tel que joint en annexe,

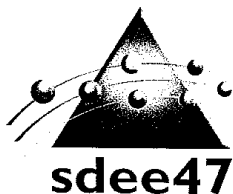
APPROUVE le modèle de mandat de représentation « Compte en ligne » GDF SUEZ, tel que joint en annexe,

DIT que les crédits nécessaires au règlement de cette prestation sont prévus au BP 2011, soit 1.306,80 € (0,3 € / habitants),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents contractuels correspondants.

Formalité de publicité effectuée le : 09/05/11

Contrôle légalité le : 10/05/11



Convention d'adhésion au programme d'audits et de suivi énergétique bâtiments et éclairage public des collectivités du Lot et Garonne

N°MDE04

La convention suivante est passée entre :

La Commune de AIGUILLON, représentée par Monsieur Jean-François SAUVAUD, dûment habilité(e) à la signature de la présente par une délibération du conseil municipal en date du, ci après dénommée « la commune »

d'une part,

ET

Le SDEE 47 (Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot et Garonne), représenté par Monsieur Jean GALLARDO, dûment habilité à la signature de la présente par une délibération du conseil syndical en date du 18 décembre 2009

d'autre part,

PREAMBULE

Considérant l'enjeu que représente aujourd'hui la lutte contre le réchauffement climatique et la nécessité de diminuer le coût énergétique, la maîtrise de la consommation de l'énergie est devenue une préoccupation majeure pour toutes les communes.

Dans le cadre de sa politique énergétique, le SDEE 47, avec le soutien du FEDER, du Conseil Régional et de l'ADEME, souhaite inciter les communes à s'engager sur la voie de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Ainsi une campagne d'audits et de suivi énergétique sur le patrimoine bâtiments et éclairage public des collectivités adhérentes au SDEE 47 est lancée.

Cette démarche a pour objectif de permettre aux communes d'établir une carte énergétique de son patrimoine, de suivre ses consommations et ses dépenses énergétiques, d'identifier les

Page 1 sur 7

Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne – 26 rue Diderot 47000 AGEN CEDEX
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 47 60 23

gisements d'économie d'énergie et de mettre en œuvre rapidement des actions de maîtrise des consommations rentables économiquement.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Commune va bénéficier d'un audit énergétique de son patrimoine bâtiments et éclairage public, et de son suivi, réalisés par le SDEE 47 dont elle est membre.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'OPERATION

La campagne d'audits et de suivi énergétique entreprise sur le patrimoine des communes volontaires se matérialise par les prestations suivantes qui seront menées parallèlement :

1) Les Audits

Le SDEE 47 va entreprendre un diagnostic énergétique sur les bâtiments et l'éclairage public de la Commune en s'appuyant sur des produits dont le cahier des charges a été réalisé conjointement avec l'ADEME :

➤ Le Conseil en Orientation Énergétique (COE) des bâtiments

L'objectif du COE est de préciser et hiérarchiser les actions d'amélioration pouvant être réalisées sur le patrimoine (hors lieu de culte et logement) de la collectivité volontaire, de façon à établir un plan de progrès énergétique.

Le COE se déroule en 4 étapes :

- Recueil des données techniques et énergétiques ;
- Visite et entretien avec la commune ;
- Analyse et traitement des données de façon à établir un rapport final qui comportera 3 parties :
 - 1^{ère} partie :
 - Etat des lieux avec description technique de chaque bâtiment ;
 - Evaluation des consommations énergétiques et des émissions de CO2 ventilées par usage ;
 - Classement de chaque bâtiment en fonction de l'étiquette énergétique et des ratios ;
 - Mise en parallèle des coûts énergétiques avec le budget de fonctionnement de la commune.

Page 2 sur 7

Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne – 26 rue Diderot 47000 AGEN CEDEX
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 47 60 23

- 2^{ème} partie : Etablissement pour chaque bâtiment des propositions d'amélioration et de travaux en distinguant la priorité des actions (immédiates, prioritaires et utiles). Pour chaque proposition, il sera précisé : le coût d'investissement, économies d'énergie par an, économies financières par an, le temps de retour, la réduction de gaz à effet de serre, les aides sollicitables et les certificats d'économies d'énergies générées.
- 3^{ème} partie : Hiérarchisation des préconisations d'améliorations et de travaux sur l'ensemble du parc de manière à ce que la collectivité puisse établir un programme d'action prioritaire.

- Présentation du rapport final en commune avec l'appui d'un diaporama.

➤ **Le Diagnostic Eclairage Public**

Cette étude constitue un outil d'aide à la décision pour la collectivité. Il aboutira à la proposition d'un schéma directeur de rénovation chiffré tant en investissement qu'en fonctionnement.

Le Diagnostic Eclairage portera sur les installations d'éclairage public du territoire communal et se déroulera en 4 étapes :

- Recueil des données techniques et énergétiques ;
- Relevé de terrain et entretien avec la commune ;
- Analyse et traitement des données de façon à établir un rapport final qui comportera 4 parties :
 - 1^{ère} partie : Inventaire technique et énergétique de l'existant ;
 - 2^{ème} partie : Inventaire financier de l'existant (valeur patrimoine + coût de fonctionnement). Cette partie mettra en évidence les points suivants :
 - Les coûts liés aux emprunts communaux ;
 - Le coût énergétique ;
 - L'étude des consommations ;
 - L'étude des abonnements ;
 - Les coûts de la maintenance systématique ;
 - Les coûts de la maintenance conditionnelle.
 - 3^{ème} partie : Schéma directeur de rénovation chiffré en « coût global » (investissement + fonctionnement + économies énergétiques). Ce schéma suivra 3 degrés d'urgence suivant l'investissement considéré : conformité et sécurité (degré 1), économies énergétiques ou maintenance (degré 2) et améliorations qualitatives (degré 3). Au travers de celui-ci apparaîtra également les aides sollicitables et les certificats d'économies d'énergie générées.

Page 3 sur 7

- 4^{ème} partie : Comparatif des avantages techniques et/ou financier au regard de la situation actuelle.

- Présentation du rapport final en commune avec l'appui d'un diaporama.

2) Le Suivi

Le suivi se décline par différents accompagnements qui interviendront durant toute la durée de la campagne :

- **Mise à disposition d'un progiciel de suivi multi-sites/multi-énergies** accessible via un portail internet.

Ce logiciel sera paramétré suivant les résultats des audits et permettra à la commune de réaliser :

- Le suivi et l'analyse des consommations d'énergies et des factures du patrimoine communal de façon détaillé ou global afin de détecter les dérives de fonctionnement, les erreurs de facturation et les éventuelles optimisations tarifaires ;
 - L'établissement des étiquettes et de ratios énergétiques ;
 - La comparaison des consommations aux années précédentes permettant d'avoir un contrôle sur l'évolution des sources énergétiques tout en visualisant l'impact des actions d'améliorations engagées ;
 - L'importation et l'exportation des données énergétiques via et sur des fichiers « Excel » ;
 - La réalisation de rapports d'analyses.
- **Mise à disposition de personnel du SDEE 47** ayant notamment pour missions : la mise à jour du progiciel, le suivi des consommations et des dépenses, la sensibilisation et le conseil auprès des élus ou du personnel de la commune ;
 - **Mise en relation avec des organismes locaux pour des missions d'assistance** au vu des opérations d'améliorations énergétiques identifiées (demandes de subvention, rédaction des cahiers des charges pour consultation, l'analyse des offres, la conduite de travaux...)
 - **Mise en relation avec des fournisseurs d'énergies** dans le but de valoriser les travaux d'améliorations énergétiques effectués par la vente des Certificats d'Economies d'Energies générées.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La Commune désigne un Elu qui sera l'interlocuteur privilégié du SDEE 47 pour le suivi de l'exécution de la présente convention.

Page 4 sur 7

Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne – 26 rue Diderot 47000 AGEN CEDEX
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 47 60 23

La Commune désigne un agent qui sera le référent du SDEE 47 et de ses prestataires pour assurer la transmission des informations et la mise à jour du progiciel du suivi pour les données de base non automatisées (tel que les factures de fioul, de gaz propane, de bois...)

La Commune transmet en temps voulu toutes les informations requises pour la réalisation des audits, des suivis périodiques, du contrôle des factures et des rapports d'analyses.

La Commune informe le SDEE 47 de toutes modifications réalisées (et dans la mesure du possible de toutes modifications envisagées) sur les bâtiments et l'éclairage public, sur les conditions d'utilisation, sur les équipements énergétiques et sur les modalités d'abonnement.

La Commune mandate ou habilite le SDEE 47 et ses prestataires (audits et progiciel de suivi) pour la mise à disposition sur internet par EDF (via « di@lege ») et GDF (via « compte en ligne » s'il possède un réseau gaz naturel) des données de consommations et de dépenses d'énergie relatives à leurs points de livraison.

La Commune s'engage à mettre en œuvre au moins une (1) des actions prioritaires identifiées dans chacun des domaines audités (bâtiments et éclairage public)

L' élu référent désigné par la Commune est :

- Nom :
- Qualité :
- Coordonnées téléphoniques :

L' agent référent désigné par la Commune est :

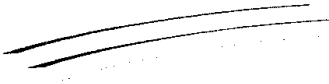
- Nom :
- Qualité :
- Coordonnées téléphoniques :

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DU SDEE 47

Le SDEE 47 s'engage à :

- Désigner au sein du SDEE 47 un référent technique pour la Commune ;
- Mettre en place les moyens adéquats pour l'exécution des prestations de la présente convention ;
- Traiter les informations communiquées et informer la Commune en cas d'anomalies tant pour le suivi périodique que pour le contrôle des factures ;
- Transmettre un bilan annuel des consommations d'énergie assorties des recommandations prévues.

Page 5 sur 7


Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne – 26 rue Diderot 47000 AGEN CEDEX
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 47 60 23

Le référent technique pour la Commune au sein du SDEE 47 est :

- Nom : BLANQUET Béranger
- Qualité : Chargé de mission MDE EnR
- Coordonnées téléphoniques : 06.32.16.37.18

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION ET DATE D’EFFET

La Commune adhère à la présente convention pour une durée de 5 années à compter de la date de signature de la présente convention.

Cette durée est nécessaire pour la mise en place des ressources et des outils indispensables à la bonne réalisation des missions et à un contrôle d’efficacité des actions menées.

Les parties conviennent de se rapprocher, au plus tard trois (3) mois avant l’expiration de la convention, pour convenir des suites à donner à cette opération et, le cas échéant, définir de nouvelles modalités.

ARTICLE 6 – COÛT DE L’ADHÉSION

Le montant de l’adhésion que la Commune s’engage à verser annuellement au SDEE 47 est fonction du nombre d’habitants de celle-ci.

Le coût de l’adhésion annuelle est fixé sur le barème de 0,3 €/habitant.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT


Une facture annuelle sera établie sur la base du barème énoncé dans l’article 6 et sera émise dans le courant du 1^{ère} trimestre de chaque année.

La facture sera réglée à réception de l’ordre de paiement par virement bancaire à l’ordre du SDEE 47 (mandatement).

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

Tout manquement à ses obligations de l’une ou l’autre des parties pourra entraîner, à tout moment, la résiliation de plein droit de la présente convention à l’expiration de 15 jours suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec demande d’avis de réception valant mise en demeure et le remboursement des fonds versés pourra être réclamé.

Page 6 sur 7


Syndicat Départemental d’Électricité et d’Énergies de Lot-et-Garonne – 26 rue Diderot 47000 AGEN CEDEX
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 47 60 23

ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ ET DROITS D'UTILISATION DES RÉSULTATS

Le SDEE 47 et ses partenaires (FEDER, ADEME et le Conseil Régional) pourront divulguer en mentionnant leur origine et/ou utiliser librement tout ou partie des informations et résultats qui lui seront communiqués par la Commune en exécution de la présente convention.

Toutefois, préalablement à une telle divulgation et/ou utilisation par le SDEE 47 et ses partenaires, **la Commune, propriétaire des informations et résultats**, peut mettre en place toute protection légale et conventionnelle qu'elle jugera utile, de tout ou partie, de ces informations et résultats.

La commune s'engage à faire mention de la participation financière du SDEE 47 et de ses partenaires dans toutes les publications relatives aux prestations de la présente convention.

Lu et approuvé

Fait en 3 exemplaires

A, le

Pour la Commune de AIGUILLON

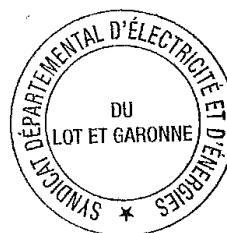
Monsieur le Maire

ou son représentant dûment habilité


Pour le SDEE 47

Monsieur le Président

Jean GALLARDO



Page 7 sur 7


Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergies de Lot-et-Garonne – 26 rue Diderot 47000 AGEN CEDEX
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 47 60 23

PERSONNEL :

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la mutation de Mademoiselle Christelle VOIRIN qui retourne travailler dans sa région d'origine. Il la remercie vivement en son nom et au nom du Conseil Municipal pour son efficacité et le travail accompli.

Objet : Création d'un emploi d'Agent de Maîtrise - Suppression d'un emploi d'Adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement

Monsieur le Maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade au titre de la promotion interne.

En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

Considérant le précédent tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 29 mars 2011,
Considérant la nécessité de créer un emploi d'Agent de maîtrise, à temps complet, à compter du 1er juillet 2011, suite à la mutation de la titulaire du poste de chef de cuisine actuellement en poste.

Le Maire propose à l'assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

- suppression d'un emploi d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement, à temps complet
- création d'un emploi d'Agent de maîtrise, à temps complet

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

Sous réserve de l'avis du Comité Technique Paritaire sur la suppression d'emploi,

ADOpte les modifications du tableau des emplois tel que joint en annexe, à compter du 1er juillet 2011, intégrant les modifications suivantes :

- suppression d'un emploi d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement, à temps complet,
- création d'un emploi d'Agent de maîtrise, à temps complet ;

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans ce grade sont inscrits au budget primitif 2011 de la commune ;

CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer les démarches administratives pour la création de cet emploi, et les démarches administratives.

Formalité de publicité effectuée le : 10/05/11

Contrôle légalité le : 12/05/11

ÉTAT DU PERSONNEL
TABLEAU DES EFFECTIFS au 1er juillet 2011

Cadre d'emploi	Grade	catégorie	ancien effectif	nouvel effectif	dont TNC
emploi fonctionnel	Directeur général des services	A	1	1	0
FILIERE ADMINISTRATIVE			12	12	1
Attaché	Attaché principal	A	0	1	0
	Attaché	A	1	0	0
Rédacteur	Rédacteur Chef	B	3	3	0
	Rédacteur principal	B	0	0	0
	Rédacteur	B	1	1	0
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1e classe	C	0	0	0
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	1	0
	Adjoint administratif de 1ère classe	C	4	4	0
	Adjoint administratif de 2ème classe	C	2	2	1
FILIERE TECHNIQUE			35	35	2
SERVICES TECHNIQUES					
Ingénieur	Ingénieur	A	1	1	0
Techicien	Technicien principal de 1e classe	B	1	1	0
	Agent de maîtrise principal	C	3	3	0
Agent de maîtrise	Agent de Maîtrise	C	3	3	0
	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	3	3	0
Adjoint technique	Adjoint technique de 1ère classe	C	2	2	0
	Adjoint technique de 2ème classe	C	7	7	0
			20	20	0
HYGIENE DES LOCAUX					
Adjoint technique	Adjoint technique de 1ère classe	C	1	1	0
	Adjoint technique de 2ème classe	C	5	5	0
			6	6	0
RESTAURATION SCOLAIRE					
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	C	0	1	0
	Adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement	C	1	0	0
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1	1	0
	Adjoint technique de 1ère classe	C	1	1	0
	Adjoint technique de 2ème classe	C	3	3	1
			6	6	1
ENFANCE					
Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe	C	3	3	1
			3	3	1
FILIERE ANIMATION			5	5	0
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation 2ème classe	C	5	5	0

ÉTAT DU PERSONNEL
TABLEAU DES EFFECTIFS au 1er juillet 2011

Cadre d'emploi	Grade	catégorie	ancien effectif	nouvel effectif	dont TNC
FILIERE SOCIALE			4	4	0
Agent social	agent social de 2ème classe	C	2	2	0
ATSEM	ATSEM de 1ère classe	C	2	2	0
FILIERE CULTURELLE			5	5	2
Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié du patrimoine et des bibliothèques	C	2	2	2
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1	1	0
	Adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	2	2	0
FILIERE POLICE			1	1	1
Agent de police municipale	Gardien de police municipale	C	1	1	1

TOTAL	63	63	6
Détail :			
En activité	60	60	
Disponibilité	2	2	
Emploi fonctionnel	1	1	

Objet : Création d'emplois saisonniers été 2011 (animation et services: CLSH, piscine)

Monsieur le Maire explique au conseil municipal que :

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale,
VU l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,
CONSIDERANT qu'en raison du surcroît de travail conséquent à l'activité du centre de loisirs, et de l'ouverture de la piscine et des gîtes communaux,
il y aurait lieu, de créer 7 emplois saisonniers à temps complet.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de créer les emplois saisonniers suivants :

<i>Emploi</i>	<i>Nombre d'emploi</i>	<i>Grade</i>	<i>Durée travail</i>
Agent d'animation en direction des enfants	5	Adjoint d'animation 2 ^e classe	Temps complet (35H/ semaine)
Agent de services – vestiaires piscine	1	Adjoint technique 2 ^e classe	Temps complet (35H/ semaine)
Agent de Médiation plages WE	1	Adjoint technique 2 ^e classe	Temps non complet (45H/ mois)
Agent entretien machinerie	1	Adjoint technique 2 ^e classe	Temps non complet

DIT que les rémunérations de ces emplois seront rattachées aux échelles indiciaires des grades correspondants ;

DIT que les crédits seront prévus au BP 2011 de la commune,

HABILITE Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour pourvoir ces emplois (*contrat d'une durée maximale de 6 mois sur une même période de 12 mois*).

Formalité de publicité effectuée le : 09/05/11

Contrôle légalité le : 10/05/11

FINANCES / COMPTABILITE :

Objet : Fiscalité 2011 - Détermination des taux d'imposition des taxes directes locales et du taux-relais de CFE

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4,
Les communes et les EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des trois impôts ménages (taxes foncières et taxe d'habitation). Les collectivités peuvent faire varier, dans une même proportion, d'une année sur l'autre, les taux de ces trois impôts ménages.

La *taxe d'habitation* est due par toutes les personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la

jouissance de locaux meublés affectés à l'habitation. Les *taxes foncières* sont des impôts directs qui sont établis annuellement sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties sises en France.

2010 était une année de transition pour les collectivités locales au cours de laquelle le produit fiscal a été garanti par l'État sous la forme de mécanismes de compensations. A compter de l'exercice 2011, la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité locale, issue de la Loi de finances 2010, entraîne la suppression de la Taxe professionnelle et la création de nouvelles taxes, ainsi qu'une nouvelle affectation des impôts locaux avec « spécialisation » entre les collectivités locales. Elle entraîne une modification des bases et des taux communaux de référence, tout en maintenant, si la collectivité le souhaite, une pression fiscale constante.

Ainsi, à compter de 2011, la taxe professionnelle (= compensation-relais en 2010) est remplacée par :

- x des taxes nouvelles :
 - Cotisation Foncière des Entreprises, CFE ;
 - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE ;
 - Imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER;
- x des taxes transférées :
 - part départementale TH ;
 - part départementale et régionale TFNB ;
 - taxe sur les surfaces commerciales TASCOM ;
 une partie des frais d'assiette et de recouvrement (auparavant perçu par l'État).

A ces taxes nouvelles ou transférées se rajoute pour les collectivités dont les ressources après réforme sont inférieures aux ressources avant réforme : la GIR (Garantie Individuelle de Ressources), produit nouveau versé en compensation de la perte.

En plus du versement de produits, le transfert ou l'attribution de ressources nouvelles s'effectue par le rebasage des taux d'imposition (majoration du taux de la part transférée). Pour Aiguillon, les taux rebasés sont les suivants :

	Taux votés en 2010 par la commune	Part fiscale transférée à la commune	Taux de référence de 2010 = taux rebasés
Taxe habitation	13,76%	7,62%	21,38%
Taxe sur le foncier bâti	27,52%	0,00%	27,52%
Taxe sur le foncier non bâti	132,10%	6,41%	138,51%
Compensation-relais ou CFE	15,47%	8,86%	24,33%

Dans le cadre du vote du budget primitif 2011, Monsieur le Maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, tout en maintenant une pression fiscale constante sur le contribuable, de voter des taux d'imposition 2011 identiques à ceux des taux rebasés de 2010.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉTERMINE pour l'année 2011, les taux d'imposition des taxes directes locales et du taux-relais de CFE suivants:

	Taux votés en 2010 par la commune	Part fiscale transférée à la commune	Taux de référence de 2010 = taux rebasés	Taux 2011
Taxe habitation	13,76%	7,62%	21,38%	21,38%
Taxe sur le foncier bâti	27,52%	0,00%	27,52%	27,52%
Taxe sur le foncier non bâti	132,10%	6,41%	138,51%	138,51%
Compensation-relais ou CFE	15,47%	8,86%	24,33%	24,33%

Formalité de publicité effectuée le : 28/04/11

Contrôle légalité le : 02/05/11

AFFAIRES DIVERSES :

Objet : Dématérialisation (actes et marchés publics) - convention avec la Préfecture du Lot-et-Garonne – Désignation responsables télétransmission

Monsieur le Maire expose au conseil le rapport suivant :

Lors du Conseil du 29 mars 2011, le Conseil Municipal a prit une délibération pour une signature de convention avec Le Centre Départemental de Gestion de la FPT (CDG) 47 concernant une offre de services de dématérialisation (actes et marchés publics) :

- La dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité s'appuie sur la plateforme mutualisée STELA, homologuée « ACTES », développée par le SICTIAM à base de logiciels libres. Elle permet de transmettre très simplement tout acte, délibération..., par lot ou individuellement, de recevoir instantanément un accusé de réception des services de l'État et ainsi de rendre exécutoire en temps réel les décisions de la collectivité.
- La dématérialisation des marchés publics est quant à elle basée sur la plateforme régionale MPA, développée par l'association Marchés Publics d'Aquitaine avec un logiciel libre. Elle permet le traitement de toutes les procédures, la création d'un profil acheteur, l'accès au DCE en ligne, l'alimentation des sites de publicité légale (BOAMP, JOUE) et la prise en charge des réponses électroniques provenant des fournisseurs, obligatoire au 01/01/2012.

Cette opération pilotée par le pôle numérique du CDG47 s'inscrit dans un projet 2010-2013 « L'élu rural numérique » comprenant d'autres volets (services Internet, information géographique, sécurité informatique) et disposant de financements du FEDER, du Conseil régional d'Aquitaine et du Conseil général de Lot-et-Garonne.

Afin de pouvoir mettre en place la dématérialisation des actes et marchés public, le conseil municipal est appelé à autoriser la signature d'une convention de partenariat « dématérialisation » avec la Préfecture du Lot-et-Garonne.

Cette convention est prévue pour une durée de un ans, renouvelable par tacite reconduction trois ans,

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE le modèle de convention entre la commune et la Préfecture du Lot-et-Garonne pour la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité et des marchés publics, tel que joint en annexe ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tout document s'y rapportant.

AUTORISE Monsieur le Maire à désigner les personnes suivantes responsables de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité :

- Madame Sonia SAINT MARTIN, Secrétariat Général,
- Mademoiselle Nathalie SCHIRO, Finances comptabilité,
- Madame Annette GAY, Moyens Généraux

Formalité de publicité effectuée le : 09/05/11

Contrôle légalité le : 10/05/11



DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

Convention

entre le Préfet de Lot-et-Garonne

et

la commune de Aiguillon

pour la télétransmission des actes
soumis au contrôle de légalité

SOMMAIRE

PRÉAMBULE : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

1. PARTIES PRENANTES À LA CONVENTION

2. DISPOSITIF UTILISÉ

- 2.1. Référence du dispositif homologué
- 2.2. Informations nécessaires au raccordement du dispositif
 - 2.2.1. Trigramme identifiant
 - 2.2.2. Renseignements sur la collectivité
 - 2.2.3. Coordonnées des opérateurs exploitant le dispositif
 - 2.2.4. Support mutuel de communication entre les deux sphères

3. ENGAGEMENTS SUR L'ORGANISATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA TÉLÉTRANSMISSION

- 3.1. Clauses nationales
 - 3.1.1. Prise de connaissance des actes
 - 3.1.2. Confidentialité
 - 3.1.3. Support mutuel de communication entre les deux sphères
 - 3.1.4. Interruptions programmées du service
 - 3.1.5. Suspensions d'accès
 - 3.1.6. Renoncement à la télétransmission
- 3.2. Clauses à décliner localement
 - 3.2.1. Classification des actes
 - 3.2.2. Support mutuel
 - 3.2.3. Tests et formations
 - 3.2.4. Types d'actes télétransmis
 - 3.2.5. Autres

4. VALIDITÉ ET ACTUALISATION DE LA CONVENTION

- 4.1. Durée de validité de la convention
- 4.2. Clauses d'actualisation de la convention

PRÉAMBULE : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dispose que la collectivité territoriale qui choisit d'effectuer par voie électronique la transmission de tout ou partie des actes soumis au contrôle de légalité signe avec le préfet une convention comprenant la référence du dispositif homologué de télétransmission et prévoyant notamment :

- la date de raccordement de la collectivité territoriale à la chaîne de télétransmission ;
- la nature et les caractéristiques des actes transmis par la voie électronique ;
- les engagements respectifs de la collectivité et du préfet pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ;
- la possibilité, pour la collectivité, de renoncer à la transmission par voie électronique et les modalités de cette renonciation.

Le décret précité permet au préfet de suspendre l'application de la convention lorsqu'il constate des altérations graves du fonctionnement du dispositif de télétransmission ou l'impossibilité de prendre connaissance des actes transmis. Pour sa part, la collectivité a la possibilité de renoncer à la télétransmission de ses actes, de façon provisoire ou définitive.

Alors que le cahier des charges de la télétransmission a une portée nationale, la convention relève de l'engagement bilatéral entre le représentant de l'Etat et la collectivité pour constater, d'une part, l'utilisation d'un dispositif de télétransmission en conformité avec le cahier des charges (c'est à dire homologué) et, d'autre part, pour décliner localement les modalités de mise en œuvre de la télétransmission.

1. PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION

La présente convention est passée entre :

- 1) La préfecture de LOT-ET-GARONNE, représentée par le préfet de Lot-et-Garonne
- 2) La collectivité désignée ci-après : **Commune de Aiguillon.** ,
représentée par : M Jean-François SAUVAUD, **Maire**

2 . DISPOSITIF UTILISE

2.1 Référence du dispositif homologué

Le dispositif de télétransmission STELA est le dispositif habilité qui sera utilisé.

2.2 Informations nécessaires au raccordement du dispositif

2.2.1 Trigramme identifiant

ITC : **SIC**

Il s'agit d'un trigramme (composé de 3 lettres ou chiffres), identifiant le dispositif de télétransmission utilisé :

- dans le cas d'un raccordement direct, ce trigramme est propre à la collectivité territoriale ;
- dans le cas d'un raccordement via tiers de télétransmission, le trigramme est celui du tiers de télétransmission.

2.2.2 Renseignements sur la collectivité :

Numéro SIREN :

Nom :

Nature :

Adresse postale :

.....

.....

2.2.3 Coordonnées des opérateurs exploitant le dispositif

Numéro de téléphone : 04.92.96.92.92

Adresse de messagerie : stela@sictiam.fr

Adresse Postale : SICTIAM
Space Antipolis 3 – Porte 15
2323 chemin Saint-Bernard
06225 VALLAURIS

Le numéro de téléphone et l'adresse de messagerie sont celles que doit utiliser la sphère Etat dans le cadre du support mutuel défini dans le cahier des charges d'homologation. En particulier, en cas de raccordement via un tiers de télétransmission, les coordonnées seront celles du tiers de télétransmission. L'adresse postale doit permettre des envois d'information de nature sensible pour l'application (informations de connexion, etc.).

3. ENGAGEMENTS SUR L'ORGANISATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA TÉLÉTRANSMISSION

3.1 Clauses nationales

3.1.1 Prise de connaissance des actes

La collectivité s'engage à transmettre au représentant de l'Etat, des actes signés par le représentant légal de la collectivité ou toute personne habilitée par une délégation de fonction ou de signature, établie en bonne et due forme, respectant les formats définis par la norme d'échange, immédiatement lisibles par le préfet, et exempts de dispositifs particuliers (notamment de protection par des mots de passe).

Le représentant de l'Etat prend effectivement connaissance des actes dématérialisés, un accusé de réception électronique ayant été délivré automatiquement pour chaque acte avec un identifiant unique propre à cet acte.

3.1.2 Confidentialité

Lorsque la collectivité fait appel à des prestataires externes, participant à la chaîne de télétransmission, et mandatés à la suite d'une procédure de commande publique les liant à la collectivité, il est strictement interdit à ces prestataires d'utiliser ou de diffuser les données contenues dans les actes soumis au contrôle de légalité à d'autres fins que la transmission de ces actes au représentant de l'Etat.

Enfin, il est interdit de diffuser les informations, fournies par les équipes techniques du Ministère de l'Intérieur (MI), permettant la connexion du dispositif aux serveurs du M.I. pour le dépôt des actes (mots de passe, etc.), autres que celle rendues publiques dans la norme d'échange. Ces informations doivent être conservées et stockées de façon à ce qu'elles soient protégées de tentatives malveillantes d'appropriation.

3.1.3 Support mutuel de communication entre les deux sphères

Dans le cadre du fonctionnement courant de la télétransmission, les personnels de la collectivité locale et ceux de la préfecture ou de la sous-préfecture, peuvent se contacter mutuellement pour s'assurer de la bonne transmission des actes et diagnostiquer les problèmes qui pourraient survenir.

Coordonnées Préfecture :

Adresse : Préfecture de Lot-et-Garonne
Direction du Développement Local (DDL)
Place de Verdun 47 920 AGEN CEDEX 9

Téléphone : 05 53 77 61 05 Télécopie : 05 53 77 61 77

Courriel : collectiviteslocales@lot-et-garonne.gouv.fr

Coordonnées Collectivité :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Par ailleurs, le dispositif de télétransmission relevant de la “ sphère collectivités locales ” et les équipes du M.I., prévoient un support mutuel (par téléphone et messagerie, du lundi au vendredi, aux heures ouvrées), permettant le traitement des incidents et des anomalies ne pouvant être réglés au niveau local. Les délais de réponse aux sollicitations ne peuvent excéder une demi-journée.

Le service en charge du support au M.I. ne peut être contacté que par un opérateur identifié (grâce aux informations déclinées au paragraphe 2.2.3) du dispositif de la collectivité, c’est à dire :

- dans le cas d’un dispositif sans tiers de télétransmission : par un contact identifié de la collectivité
- dans le cas d’un dispositif avec tiers de télétransmission : par un contact identifié du tiers de télétransmission, les contacts directs entre la collectivité et le service de support du Ministère étant strictement exclus (le tiers de télétransmission doit mettre en place des moyens suffisant pour centraliser et traiter l’ensemble des demandes des collectivités faisant appel à lui).

Les coordonnées auxquelles les opérateurs du dispositif de télétransmission peuvent contacter les équipes de support du ministère de l’intérieur auront été fournies lors de l’homologation du dispositif.

Les seuls cas dans lesquels il est possible de contacter directement le support mis en place par le Ministère sont exclusivement :

- l’indisponibilité des serveurs du Ministère ;
- un problème de transmission d’un fichier ;
- les questions relatives à la sécurité des échanges (en particulier les changements de mots de passe ou d’adresses de connexion) et au raccordement du dispositif ;
- les mises à jour de l’homologation et du cahier des charges d’homologation.

Ces prises de contact se font exclusivement en utilisant les coordonnées fournies par le Ministère à cet effet. En particulier, **l’adresse émetteur utilisée par les équipes techniques du Ministère** dans les transmissions de données de la sphère Ministère vers la sphère collectivités **ne doit pas être utilisée**, que ce soit pour contacter le support ou faire part d’une anomalie.

De façon symétrique, seule l'équipe de support du Ministère pourra contacter les opérateurs du dispositif de télétransmission de la collectivité, aux coordonnées indiquées au paragraphe 2.2.3.

3.1.4 Interruptions programmées du service

Pour les besoins de maintenance du système, le service du Ministère pourra être interrompu 1/2 journée par mois en heures ouvrables. Les équipes techniques du Ministère avertiront les services de support des dispositifs de télétransmission des collectivités territoriales trois jours ouvrés à l'avance.

Durant ces périodes, les collectivités peuvent, en cas de nécessité et d'urgence, transmettre des actes sur support papier.

3.1.5 Suspensions d'accès : généralités

Le ministère de l'intérieur, dans les conditions prévues aux articles R 2131-4, R 3131-4 et R 4141-4 du code général des collectivités territoriales peut suspendre l'accès aux serveurs de réception des actes si les flux en provenance d'une collectivité sont de nature à compromettre le fonctionnement général de l'application.

Les suspensions peuvent être opérées dans l'urgence pour des motifs de sécurité générale (par exemple détection d'un virus, même véhiculé de manière involontaire dans un flux en provenance d'une collectivité).

Dans le cas d'une suspension à l'initiative du préfet, la suspension ne porte que sur des collectivités concernées par l'incident. Cette suspension fait l'objet d'une notification du préfet à la (ou aux) collectivité(s) concernée(s) afin que celle(s) ci transmette(nt) les actes sur support papier.

Dans le cas d'une suspension à l'initiative des services techniques du M.I., cette suspension peut porter sur un dispositif, et donc concerner l'ensemble des collectivités utilisatrices de ce dispositif. Dans ce cas, cette suspension, entraîne un contact direct entre les équipes techniques du ministère et les opérateurs du dispositif, dans les conditions prévues au paragraphe 3.1.3. L'information des collectivités concernées doit être assurée par les opérateurs du dispositif.

3.1.6 Renoncement à la télétransmission

Le décret en Conseil d'Etat pris en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales reconnaît aux collectivités territoriales ayant choisi de transmettre leurs actes par la voie électronique la possibilité de renoncer à ce mode de transmission.

Dans cette hypothèse, la collectivité informe, dans un délai maximum de 48 heures, le préfet de LOT-ET-GARONNE de sa décision de renoncer à la télétransmission en précisant expressément la date à compter de laquelle ce renoncement prend effet. Il appartient à la collectivité de préciser également si ce renoncement porte sur la totalité des actes jusqu'alors télétransmis ou ne s'applique qu'à certains d'entre eux.

A compter de cette date, les actes de la collectivité doivent parvenir au représentant de l'Etat dans de LOT-ET-GARONNE sur support papier en trois exemplaires dont un original.

La notification de ce renoncement devra être formulée par écrit au moins 3 jours francs avant l'effectivité du changement envisagé, de manière à permettre aux services de la préfecture d'organiser la réception et le retour des actes en cause sous forme papier.

En cas de renoncement partiel, il devra toutefois correspondre soit à la totalité d'une catégorie d'actes (par exemple les délibérations, ou les arrêtés...), soit à l'ensemble des actes correspondant à un niveau précis de la nomenclature (par exemple tous les actes relatifs à la Fonction Publique – référencés 4 – ou les actes relatifs aux personnels contractuels – référencés 4.2 ...).

La présente convention prévoit les modalités pratiques de notification de ce renoncement. Dans l'hypothèse où la décision de la collectivité consiste à renoncer à la transmission de la totalité de ses actes par la voie électronique, la présente convention a vocation à être suspendue par le représentant de l'Etat.

3.2 Clauses optionnelles

3.2.1 Classification des actes

La collectivité s'engage à respecter la classification par matière mise en place dans la nomenclature jointe en annexe, et à ne pas transmettre un acte dans une classification inadaptée. Il en est de même pour toutes les informations associées aux actes ou courriers transmis.

L'utilisation du niveau 3 est rendue obligatoire d'un commun accord afin que la télétransmission s'opère selon la classification établie pour le département.

La classification comprend trois niveaux ; les deux premiers niveaux sont obligatoires et sont définis à l'échelon national (cf. la norme d'échange).

D'un commun accord, le niveau 3 sera utilisé par la collectivité, étant entendu qu'une erreur de classification dans la nomenclature n'entraîne en aucune façon l'absence de délivrance de l'accusé réception.

3.2.2 Support mutuel

Tous les moyens possibles que sont la messagerie électronique, le courrier papier, le téléphone, pourront être utilisés par les services pour échanger les informations utiles au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes.

En préfecture du LOT ET GARONNE, hormis les contacts directs que le maire peut avoir avec le préfet ou le sous-préfet, les personnes susceptibles d'être contactées sont les agents affectés à la Direction du Développement Local ou à la Sous-Préfecture.

Pour la collectivité, il s'agit de :

3.2.3 Tests et formations

Durant une période de **un mois**, les télétransmissions d'actes seront doublées par la transmission sous forme papier des mêmes actes afin de s'assurer que les échanges sont corrects. Une fois acquise cette assurance, la transmission " papier " sera abandonnée et seule la transmission sous forme dématérialisée sera autorisée, les parties s'interdisant les transmissions d'actes ou de courriers fictifs.

3.2.4 Types d'actes télétransmis

Le représentant de l'Etat et la collectivité conviennent de limiter dans un premier temps la transmission par voie électronique aux actes les plus simples, ci-après définis :

- **les délibérations du conseil ;**
- **les décisions prises par délégation du Conseil Municipal en application du 4° de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;**
- **les arrêtés soumis à l'obligation de transmission** (cf liste des documents obligatoirement transmissibles figurant en annexe de la présente convention) à **l'exception des arrêtés d'urbanisme** traitants du droit du sol (PLU, carte communale...) ou créateurs de droits (permis, certificats, autorisations...).

Ces actes seront transmis au représentant de l'Etat dans l'arrondissement par la voie électronique, à l'exception donc des arrêtés d'urbanisme qui comportent, en annexe, des dossiers volumineux ou des documents contraignants (cartes, plans...).

En tout état de cause, la double transmission d'un même acte (par voie électronique et par voie papier) **est interdite**, sauf pendant la période initiale de tests qui prendra fin au

3.2.5 Autres

En l'attente d'actes signés électroniquement et dont le certificat de signature apparaîtrait sur l'acte télétransmis, la collectivité s'engage à ne faire parvenir par voie électronique que des actes existant juridiquement dont elle est en mesure de produire un exemplaire original signé du représentant légal de la collectivité ou d'une personne dûment habilitée à le signer en application d'une délégation établie en bonne et due forme.

4. VALIDITÉ ET ACTUALISATION DE LA CONVENTION

4.1 Durée de validité de la convention

La présente convention est conclue à partir du _____ et aura une durée de validité d'un an, soit jusqu'au _____.

Un bilan et une évaluation d'étape de la télétransmission pourront être faits au bout de six mois.

La présente convention pourra être reconduite, sous réserve de l'utilisation par la collectivité, du même dispositif homologué.

Une nouvelle convention sera conclue en cas de changement de dispositif.

Sur la base du décret précité, l'application de la présente convention pourra être suspendue par le préfet si celui-ci constate des altérations graves du fonctionnement du dispositif de télétransmission ou qu'il est empêché de prendre connaissance des actes transmis.

4.2 Clauses d'actualisation de la présente convention

Entre deux échéances de reconduction de la convention, certaines de ses clauses doivent pouvoir faire l'objet d'une actualisation.

Cette actualisation peut être rendue nécessaire par :

- des évolutions extérieures et indépendantes de la volonté des parties contractantes et conduisant à des modifications du cahier des charges national (par exemple, pour prendre en compte des évolutions technologiques et juridiques, d'intérêt général, ayant un impact sur la chaîne de télétransmission),
- par la volonté des deux parties de modifier certaines des modalités de mise en œuvre de la télétransmission initialement définies.

Dans le premier cas, un arrêté du ministre de l'intérieur et de l'Aménagement du Territoire portera modification du cahier des charges national. Dans l'hypothèse où les modifications ainsi apportées au cahier des charges national auraient une incidence sur le contenu de la convention, celle-ci doit être révisée sur la base d'une concertation entre le représentant de l'Etat et la collectivité, avant même l'échéance de reconduction de la convention.

Dans le second cas, l'opportunité d'actualiser la convention est laissée à l'appréciation commune des parties.

Dans les deux cas, la convention pourra être actualisée sous forme d'avenants.

A Agen,

A

le

le

Le Préfet de LOT-ET-GARONNE,

Le Maire,

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 22 heures.

Le Maire,

Le Secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean Pierre LACROIX

Eliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK
(absente)

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI

Mohamed LAHSAÏNI

Franck GAY
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ

Brigitte CAMILLERI
(absente)

Alain REGINATO